



Les organisations syndicales CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP et UNSA-SNAFIP considèrent que la situation de la DGFIP et plus particulièrement de la DRFIP Nord est grave.

L'ampleur des restructurations proposées dans le réseau et leurs conséquences, ainsi que celles envisagées pour 2017 et 2018 sont sans précédent.

Que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme territoriale ou de la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP, tout est prétexte à la réduction du maillage territorial du réseau au mépris de l'égalité d'accès du citoyen au service public. Et que dire du simulacre de dialogue social que vous aviez envisagé pour cette instance : le nouvel organigramme de la DRFIP laisse supposer de nombreuses suppressions d'emplois chez les cadres.

Au CTL du 29 septembre sur l' "aménagement des structures et du réseau", les représentants avaient unanimement marqué leur opposition à ces propositions.

Vous persistez à proposer ces restructurations et surtout, vous refusez de communiquer vos plans pour l'avenir. Pour nous, c'est inacceptable.

Au niveau national, le dialogue social est au plus bas aux Finances Publiques comme dans l'ensemble de la Fonction Publique : le passage en force du protocole Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations, pourtant majoritairement rejeté par les organisations syndicales, en est la preuve.

A l'issue du Comité technique de réseau du 28 septembre, les organisations syndicales ont décidé de s'adresser au Ministre des finances et au secrétaire d'Etat et ont sollicité une audience. Dans l'attente, elles suspendent leur participation aux comités techniques et aux groupes de travail.

Avec les suppressions d'emplois envisagées pour 2016, c'est près d'un emploi sur quatre qui aura été détruit en 15 ans aux Finances publiques. Rien ne semble indiquer que cette hémorragie cesse un jour.

Alors même que les gouvernements successifs affichent la lutte contre la fraude fiscale et le contrôle de la dépense publique comme des priorités, les décisions arbitraires de suppressions continues des emplois compromettent durablement l'exercice des missions.

Les enjeux sont particulièrement lourds dans la période (restructurations dans le cadre de la démarche stratégique, annonce de la retenue à la source, suppressions d'emplois, baisse des budgets, réforme territoriale, remise en cause du statut des fonctionnaires...). Les décisions sont donc graves de conséquences pour les agents et le service public.

Nous n'acceptons pas le démantèlement d'encore plus de sites DGFIP. Nous nous opposons à la destruction de nos services, de nos missions, de nos emplois et à terme de la cohésion sociale. Nous ne pouvons accepter de nouvelles dégradations de la qualité du service et de nos conditions de travail.

Dans ce contexte et à la veille d'un Comité Technique Ministériel présentant 2548 suppressions d'emplois pour 2016, il est pour nous impossible de siéger à ce Comité Technique Local.